

laissent au moment de leur départ, une place qui ne se mesure pas seulement à la protection militaire qu'ils assuraient encore récemment, mais à l'importance des activités qu'ils exerçaient dans la plupart des domaines et dans lesquels ils seront remplacés, mais par qui ? Pol Pot disait en 1977 : «... même s'il ne reste qu'un million de Cambodgiens, les Chinois me fourniront la population dont j'aurai besoin ...». Le Cambodge a changé plusieurs fois de régime, mais «l'envahisseur» (ce n'est pas forcément le Vietnam) est resté.

Même si l'on parvient à obtenir des voisins rapprochés ou plus lointains qu'ils laissent enfin en paix ce malheureux pays, ce n'est pas seulement son indépendance politique mais aussi sa dépendance économique et culturelle qui seront en cause. Elle sera fonction de l'importance et de la qualité, mais surtout du degré de désintéressement de l'aide et de la coopération qui seront apportées au Cambodge pour lui permettre de reconstruire son économie et de former sa jeunesse, gage de son avenir et de son indépendance.

Depuis dix ans, le gouvernement installé à Phnom Penh, remplit la plus difficile et la plus facile des tâches : assurer à partir de zéro, la renaissance du pays sur tous les plans en utilisant tous les pauvres moyens qu'il faut s'ingénier à trouver ou à créer. Ceux-ci sont maintenant hors de portée. Les acquis matériels et économiques sont immédiatement absorbés par une démographie galopante, par l'effort de guerre et par la nécessité de pourvoir au remplacement d'un matériel récupéré jusque dans les décharges.

Il est peu vraisemblable que, mis à part le retour massif des malheureux réfugiés des camps, la diaspora cambodgienne envisage un retour en nombre au pays. Dans l'ensemble, les «émigrés» cambodgiens sont définitivement installés dans les pays qui les ont généralement très bien reçus. Ils y ont prospéré, les enfants ne parlent plus que très rarement le cambodgien et il serait difficile pour eux de retourner au pays, même si la paix est revenue. Les Cambodgiens n'ont jamais été les maîtres dans leur propre pays et ils le savent.

■ *La situation militaire.* L'activité militaire récente de la Coalition confirme bien que les troupes vietnamiennes ont effectivement quitté le Cambodge. Auparavant, leur présence dans la région était certainement l'élément qui dissuadait le plus le déploiement des forces de la «résistance». L'activité actuelle bénéficie des conditions créées par la saison des pluies, qui favorise les opérations de la guérilla. S'agit-il d'opérations visant à donner enfin au gouvernement de Coalition une

base territoriale nationale, indispensable, sur les plans politique et militaire ?

Deux objectifs sont poursuivis simultanément. La prise de Battambang ou d'Angkor qui permettrait à un autre gouvernement cambodgien de se poser en rival de celui de Phnom Penh aurait une répercussion internationale considérable. Déjà, l'occupation de quelques villes dans la zone frontalière et le rétablissement, à contre-temps et à grands renforts de publicité, du couvre-feu dans la capitale donnent à l'étranger l'impression que la situation du gouvernement de Hun Sen s'est subitement détériorée. Par contre, compte tenu notamment de la nature du terrain, il est difficile d'imaginer actuellement qu'une opération d'envergure soit imminente et que les combats actuels puissent rapidement tourner à l'avantage décisif d'une des parties. De chaque côté, on se défend de tirer sur les villages, mais que dire des mines ? La population est mobilisée contre son gré, et les réfugiés des camps sont utilisés comme porteurs pour la traversée des champs de mines.

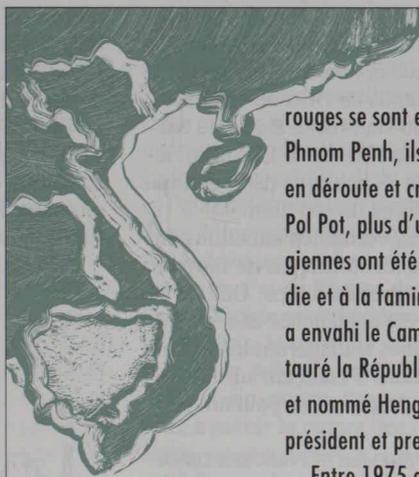
Jusqu'ici, la tactique utilisée par Phnom Penh, a consisté à protéger les positions les plus impor-

tantes par des champs de mines très denses. Si elles sont occupées, on s'efforce d'obtenir leur évacuation par un pilonnage exécuté avec des pièces à longue portée; mais l'adversaire peut se retirer généralement en emmenant ses prisonniers et le matériel récupéré. C'est généralement sous la contrainte que se sont effectuées la mobilisation et le recrutement. Les soldats combattent avec un grand courage mais sans agressivité particulière. Ils abandonnent facilement leurs positions. Cela fait partie des règles du jeu dans cette région de l'Asie, entre combattants de même race. Mao Tsé-Toung n'écrivait-il pas que l'art de gagner une bataille consiste à toujours laisser un pont intact pour permettre à l'ennemi de s'enfuir quand il est pressé de toutes parts, sans l'acculer à une résistance désespérée risquant de rendre incertaine l'issue du combat ? On dit que les prisonniers des deux camps sont généralement traités avec compassion, bien que la propagande ait souvent tendance à porter des accusations de cruauté.

À TOUS ÉGARDS, L'IMPRESSION D'ENSEMBLE EST donc celle d'une situation absurde où les réfugiés et les populations civiles font une fois de plus les frais, et où, à l'exception des Khmers rouges et des professionnels formés à l'étranger, les combattants cambodgiens n'interviennent qu'à leur corps défendant.

C'est surtout en raison de leur importance médiatique auprès de l'opinion internationale que les combats vont se poursuivre. L'enjeu de la lutte est la maîtrise du territoire, chaque partie voulant garder, obtenir ou équilibrer ses prétentions à la légitimité. Il est peu vraisemblable que le conflit puisse se régler définitivement par les armes. En dépit des apparences, tous les belligérants paraissent en être convaincus.

Des tractations seraient en cours pour une reprise des négociations. L'avenir «équilibré» du Cambodge, perdu entre la Thaïlande et le Vietnam, ne peut être garanti que par la puissance régionale dominante. Si la collectivité internationale, perdue dans l'impasse cambodgienne, n'a ni la volonté, ni la capacité d'amorcer un règlement, il serait hypocrite de prétendre qu'il existe une autre voie que celle de s'en remettre à la magnanimité du suzerain. L'hommage convenablement rendu pourrait du reste calmer le jeu. Il serait désastreux que les parties au règlement du problème cambodgien, tout au moins celles qui en ont fait les frais jusqu'ici, ne se rencontrent que sur les champs de bataille, même s'il ne s'agit que de Cambodgiens ... □



## NOTES SUR LE CAMBODGE

### EN AVRIL 1975, LES KHMERS

rouges se sont emparés de la capitale cambodgienne, Phnom Penh, ils ont mis le gouvernement de Lon Nol en déroute et créé le Kampuchéa démocratique. Sous Pol Pot, plus d'un million de Cambodgiens et Cambodgiennes ont été exécutés, ou ont succombé à la maladie et à la famine. En décembre 1978, le Vietnam a envahi le Cambodge, chassé les Khmers rouges, instauré la République populaire du Kampuchéa (RPK), et nommé Heng Samrin et Hun Sen respectivement président et premier ministre du pays.

Entre 1975 et 1982, les Khmers rouges ont représenté le Cambodge aux Nations-Unies. Bien qu'ils fussent vraiment peu disposés à appuyer le régime khmer rouge à cause des violations flagrantes des droits de la personne dont il s'était rendu coupable, de nombreux membres de l'ONU hésitaient aussi à sanctionner le renversement du gouvernement kampuchéen par le Vietnam. En 1982, avec l'encouragement de la Chine et des pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), les Khmers rouges se sont joints à d'autres groupes d'opposition non communistes et à des guérillas luttant activement contre le régime soutenu par Hanoï [l'Armée nationale sihanoukiste (guérilla du prince Norodom Sihanouk, appelée ANS), et le Front de libération nationale du peuple khmer (FLNPK), dirigé par Son Sann], pour former le Gouvernement de coalition du Kampuchéa démocratique (GCKD). L'ONU reconnaît maintenant ce dernier comme étant le gouvernement légitime du Cambodge, même si occuper le siège du Cambodge à l'ONU représente, à toutes fins utiles, sa seule fonction officielle.